

N° 103 — MAI 1972

« LE PEUPLE BRETON »  
mensuel

Boîte postale 713 RENNES

**ABONNEMENTS**

Ordinaire : 12 F

Etranger (par avion) : 20 F

De soutien : à partir de 20 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

**Aujourd'hui, être libre  
c'est être informé**

# LE PEUPLE BRETON

1<sup>F</sup>

UDBN

JOURNAL DE L'UNION DEMOCRATIQUE BRETONNE

## LA GRÈVE DU JOINT FRANÇAIS

### LA GRÈVE A TENU

Depuis notre dernier article (Le P.B. n° 102), le conflit du « Joint Français » à Saint-Brieuc s'est avéré l'un des plus durs et des plus dramatiques de l'histoire syndicale bretonne. Devant les refus répétés de la direction d'accepter de vraies négociations et de faire des propositions décentes, les travailleurs ont tenu bon, soutenus par des couches de plus en plus larges de la population de Saint-Brieuc, du département des Côtes-du-Nord et puis, de toute la Bretagne.

Aux revendications du personnel (70 centimes de l'heure, dont 30 de rattrapage pour 1970), la direction parisienne a, rapelons-le, opposé une fin de non-recevoir. Devant le caractère inadmissible de son attitude, dénoncé même par l'U.D.R. locale, la C.G.E. a contre-attaqué : menaces de fermeture définitive de l'entreprise, lettre envoyée aux salariés personnellement sans passer par les syndicats, non reprise des négociations.

### UNE UNANIMITE ENCORE JAMAIS REALISEE

Cette attitude a éclairé une partie plus grande de la population sur la situation coloniale des travailleurs bretons. C'est ainsi que « Le Combat socialiste », organe départemental du P.S.U., écrivait, dans son



ADRESSEZ VOTRE  
SOUTIEN AU C. C. P.  
RENNES 295.99  
PÉRENNE

numéro du 15 avril : « en fait, la grève du « Joint Français » pose un problème qui concerne beaucoup de travailleurs bretons : salaires insuffisants, direction parisienne des entreprises, avec trop souvent un manque total d'autonomie sur le plan local. Les salariés ont alors le sentiment

d'être à la fois ignorés et exploités, sinon méprisés. C'est bien, dans une certaine mesure, le sort des pays colonisés ».

Cette prise de conscience de la population s'est traduite par une solidarité efficace paysans-ouvriers, par un engagement

particulier du clergé, des élèves des enseignements privé et public, des associations familiales, du M.R.J.C., des commerçants, des fonctionnaires aux côtés des grévistes.

La section de Saint-Brieuc de l'U.D.B. s'est, pour sa part, refusée à cautionner l'action de groupes irresponsables qui tentaient d'utiliser la grève comme tremplin politique. Elle a aussi manifesté de façon concrète par des collectes porte à porte, un appui réel (collectes renforcées par plusieurs autres de nos diverses sections Lannion, Guingamp, Lorient, Rennes, Brest, etc...). Dans un communiqué à la presse, la section U.D.B. de Saint-Brieuc s'est élevée « contre le refus de négocier de la direction et contre le rôle anti-grève des forces de police, au service de la C.G.E. », insistant sur le fait que « la direction de la grève doit appartenir aux seuls syndicats pour éviter toute exploitation par un pouvoir inquiet de la popularité et de l'ampleur de la grève ».

A la suite du meeting qui rassembla à Saint-Brieuc plus de 4 000 personnes, où des provocations, policières et aventuristes, avaient eu lieu, la section tenait à préciser dans la presse qu'elle « condamne vigoureusement les provocations policières commises à l'égard de militants syndicaux et politiques » et que « les travailleurs du

(Suite page 4).

## LE PRÉSIDENT DU SINN FEIN S'ADRESSE AU PEUPLE BRETON

Nous publions ici une déclaration du président du Sinn Fein au « Peuple Breton ». Déclaration recueillie par un camarade mandaté par le Comité directeur de l'U.D.B.

Ici Tomás Mac Giolla, président du Sinn Féin à Dublin. Je désire vous parler brièvement du combat de l'Irlande contre l'impérialisme britannique.

Nous sommes un petit pays, d'environ quatre millions et demi d'habitants, nous avons vécu de nombreux siècles sous la domination coloniale de l'Angleterre, et depuis cinquante années nous sommes dans la situation suivante : une apparence d'indépendance dans le sud du pays, et une administration coloniale directe dans le nord, où les forces d'occupation britanniques sévissent encore dans la rue.

A de nombreuses reprises, nous avons tenté d'abattre ce dernier vestige de la domination britannique en Irlande, dans le nord de notre pays, et nous avons tenté de le faire par des actions militaires contre les troupes britanniques qui s'y trouvent.

A chaque fois nous avons échoué, et nous avons échoué parce que la masse du peuple irlandais n'était pas engagée dans le combat, parce que le peuple ne voyait pas combien le combat dans le nord de l'Irlande contre les troupes britanniques concernait sa vie, ses libertés, et avait une relation directe avec la misère quotidienne dans laquelle il vivait.

C'est pourquoi nous avons revu notre position il y a quelques années, dans les années soixante, et nous avons décidé que l'impérialisme britannique avait plusieurs visages, et non pas seulement celui des troupes britanniques nos rues.

Nous avons constaté que, par les mécanismes de l'impérialisme économique britannique dans le Sud, par le néocolonialisme, nos industries étaient dirigées par des entreprises étrangères, nos res-

(cliché « Le Peuple Breton »)



sources naturelles étaient exploitées par des étrangers, que la richesse qui résulte du travail de nos ouvriers était exportée, en d'autres mots, que nous étions dépouillés et exploités aussi bien dans le Sud que dans le Nord, à cause de cette situation néo-coloniale dans laquelle nous nous trouvions.

La population de vastes régions de la campagne était déportée, notre langue et notre culture étaient repoussées de plus en plus loin vers l'Ouest, si bien qu'aujourd'hui notre langue maternelle est

(Suite page 2).

# LE JOINT FRANÇAIS = COMBAT DE TOUS LES TRAVAILLEURS BRETONS

(SUITE DE LA PAGE 1)

« Joint Français » sauront faire admettre leur droit à la dignité sans avoir besoin, pour cela, de recourir à des actes irréflichs. Ils ont le droit et la démocratie de leur côté ».

A l'heure où nous mettons sous presse, la grève entame sa septième semaine. Il faut continuer à soutenir massivement et financièrement (1) les travailleurs du Joint Français, comme l'ont fait les 12 000 ma-

nifestants de Saint-Brieuc le 17 avril. Seule une Bretagne décolonisée, socialiste, peut apporter aux travailleurs bretons du travail dans la dignité et le respect de la liberté syndicale. UCECO et Paris à Nantes, Transocéan à Brest, le Joint Français à Saint-Brieuc : la situation coloniale de la Bretagne n'est pas un mythe.

Section de Saint-Brieuc.

(1) C.C.P. J.-R. Pérennez, Rennes, 295-99.

## EXTRAITS DE L'ALLOCATION INTERSYNDICALE AU MEETING DU 18 AVRIL A SAINT-BRIEUC prononcée par M. LE FAUCHEUR (C.F.D.T.)

« L'ampleur de la manifestation d'aujourd'hui témoigne d'un sentiment profond de solidarité à l'égard des travailleurs du Joint Français et de la cause qu'ils défendent à leur sixième semaine de grève totale. La vraie dimension du conflit apparaît ainsi :

- par l'importance du rassemblement d'aujourd'hui ;
- le développement de la solidarité financière dans toutes les couches de la population sur le plan départemental et régional ;
- l'ampleur sans précédent de l'aide apportée aux grévistes par le monde paysan, notamment les quantités importantes de produits alimentaires ;

- le vrai problème posé, c'est celui de l'industrialisation de la région, de la qualité des emplois créés, de la façon dont les travailleurs qui pourront rester dans notre région bretonne vivront bien ou au contraire vivront mal.

« Nous réaffirmons que les salaires au Joint Français sont parmi les plus bas de la région comparés à d'autres entreprises de même importance du département pour un même niveau de qualification. Les salaires pratiqués au Joint Français accusent parfois un retard de 1,80 F de l'heure. La disparité entre Bezons et Saint-Brieuc se situant d'autre part entre 20 % et 40 % selon les catégories, nous répétons que les 0,70 F que nous réclamons ne combleraient qu'une partie seulement du retard accumulé.

« La direction du Joint Français affirme sans crainte le ridicule qu'elle connaît une situation financière difficile. Ceci malgré un cadeau de près de 400 millions d'anciens francs de la part de l'Etat et de la Municipalité de Saint-Brieuc à l'époque de son installation ; malgré, de son propre aveu, une augmentation de la production en 1971 ; malgré une distribution de 200 millions d'actions en 1971 ; malgré des salaires qui ne sont selon ses propres déclarations que quatre fois le montant de la revendication actuelle (...)

« La population bretonne ne peut admettre le chantage à la fermeture de M. Dubart qui parle au nom de MM. Roux et Huvelin, éminents dirigeants du C.N. P.F. et non moins éminents dirigeants de la C.G.E. (la Compagnie Générale d'Electricité, qui contrôle 115 usines en France et en Europe, dont le Joint Français). Il faut fermer disent-ils, car les revendications sont exorbitantes et mettent en cause l'équilibre financier de la société, y compris Bezons.

« Alors, il n'y aurait plus que les bas salaires tels qu'ils sont pratiqués au Joint Français pour permettre d'être compétitif dans le concert européen ! Les Bretons n'acceptent pas le chantage, ils le combattent et ils sont décidés à se battre (...)

« Les bas salaires actuellement appliqués font que notre région se situe au 17<sup>e</sup> rang sur les 21.

« On peut considérer que les raisons essentielles du retard des salaires ont pour origine l'exploitation capitaliste et le sous-développement industriel de la région. Ce n'est pas pour que cette situation des travailleurs s'améliore que les patrons du Joint Français sont venus à Saint-Brieuc, mais pour profiter précisément des conditions d'accueil et des cadeaux qu'ils ont obtenus et surtout de la main-d'œuvre à bon marché et considérée jusqu'à présent comme très docile. Il y a des limites à la docilité et à la patience des travailleurs (...)

« La politique de bas salaires, le chantage à la fermeture des entreprises, la

volonté d'ignorer les organisations syndicales responsables venant de la part des parlementaires de la majorité et d'une entreprise de taille européenne comme la C.G.E., tout cela nous éclaire sur les véritables intentions du gouvernement et du grand patronat quant au sort des salariés, mais aussi à l'égard de toute la population de notre région.

« Or, on constate que les sociétés multinationales, comme la C.G.E., n'ont cessé depuis la création de l'Europe des Six de prendre argument de la concurrence internationale pour aggraver les cadences, les conditions de vie et de rémunération des salariés ; les agriculteurs se sont vus opposer les mêmes prétextes à leurs revendications (...)

« Que la direction de la C.G.E. et ses supporters du pouvoir politique sachent que le chantage n'est pas de nature à démobiliser, mais qu'il contribue au contraire à forger l'unité indispensable

- pour imposer une solution valable au conflit actuel du Joint Français ;
- pour défendre l'avenir de tous les travailleurs de la région.

Vive l'unité de tous les travailleurs dans l'action ! »

### MOTION

*Répondant à l'appel des organisations syndicales ouvrières, enseignantes et paysannes, la population participant à la manifestation départementale du 18 avril 1972, Réaffirme solennellement sa pleine solidarité avec les travailleurs du JOINT FRANÇAIS en grève totale depuis plus de cinq semaines pour obtenir une amélioration légitime de leur salaire en même temps qu'une reconnaissance effective du fait syndical et de sa mission.*

*Condanne l'intransigence de la direction C.G.E. JOINT FRANÇAIS et son refus hautain d'engager de véritables négociations prenant en compte les aspirations des travailleurs ;*

*Considère que l'intervention des forces de police dans le conflit traduit parfaitement, malgré les déclarations lénifiantes, la collusion du pouvoir politique actuel et du C.N.P.F. ;*

*Stigmatise le chantage odieux de la direction C.G.E. - JOINT FRANÇAIS à la fermeture de l'usine qui illustre clairement la volonté d'exploitation des travailleurs de notre région par les grandes puissances financières.*

*La population de la région, en répondant massivement à l'appel des organisations syndicales : - entend affirmer qu'elle fait sien le problème en cause qui est celui du développement économique de la région et de la qualité de celui-ci,*

*- se déclare déterminée à soutenir la lutte légitime des travailleurs du JOINT FRANÇAIS tant que de vraies solutions n'auront pas été apportées à leurs revendications, ainsi qu'à dénoncer toute autre forme d'exploitation analogue.*

*Les organisations syndicales C.G.T. - C.F.D.T. - F.O. F.E.N. - F.D.S.E.A. - C.D.J.A.*

*Saint-Brieuc, le 18 avril 1972.*



12 000 manifestants au meeting du Joint Français le 18 avril à Saint-Brieuc. (photo A.P.L.)

## LA SOLIDARITÉ DES PAYSANS

La solidarité des agriculteurs aux ouvriers du Joint revêt un caractère exceptionnel qui mérite d'être souligné.

En effet, pour la première fois dans les Côtes-du-Nord, les paysans ont pris fait et cause pour des ouvriers en grève, et, ceci dès la première semaine du conflit.

Le 21 mars, les syndicalistes agricoles des deux cantons de Saint-Brieuc concrétisaient leur soutien par la fourniture gratuite de produits agricoles aux travailleurs du Joint.

Actuellement, sur l'initiative des organisations paysannes F.D.S.E.A. - C.D.J.A. - M.O.D.E.F., c'est l'ensemble des agriculteurs du département et de la région qui apporte une aide directe.

En choisissant sans équivoque d'être aux côtés des ouvriers du Joint Français en lutte, les agriculteurs affirment que les problèmes soulevés à travers ce conflit sont aussi les leurs.

Qu'il s'agisse de disparités de salaire ou de revenus, de répression policière, d'une « Justice » au service du Pouvoir, les agriculteurs, comme les ouvriers, constatent qu'ils en sont les victimes désignées.

Par ailleurs, face à l'exode rural qui continue, les paysans s'interrogent : quel travail pour leurs enfants ? Où et dans quelles conditions ?

Ces différentes remarques illustrent une situation de fait : comme les ouvriers, les paysans dans leur grande majorité sont des travailleurs exploités :

- exploités par les firmes qui les intègrent et dont on ne sait jamais qui détient le pouvoir ;
- exploités par les possesseurs de capitaux ;
- exploités dans leur travail ou la course éfrénée à la rentabilité et à la productivité devient insupportable.

Au nom de la compétitivité économique, les agriculteurs sont entraînés dans les rouages du système libéral. La conséquence directe étant la sélectivité, c'est-à-dire l'élimination des plus faibles au profit d'une minorité. Les agriculteurs de notre région savent bien que ce processus d'élimination va s'amplifier par l'application des récentes mesures de Bruxelles qui « laissent pour compte » 85 à 90 % d'entre eux. Ce sont ces « victimes » de la sélectivité à outrance qu'on va bientôt retrouver sur le marché de l'emploi.

Cette régression du secteur agricole concerne directement les ouvriers, et montre à l'évidence que les causes profondes des problèmes des uns et des autres sont de même nature.

## POBL VREIZ

« POBL VREIZ », édition bretonne du « Peuple Breton », est le journal de l'U.D.B. Il exprime en breton le combat pour le socialisme. Il comprend pour le moment l'éditorial et la chronique du « Problème breton de Brest à Nantes ».

ATTENTION, la trésorerie de « Pobl Vreiz » est indépendante de celle du « Peuple Breton ».

FORMULAIRE D'ABONNEMENT A RETOURNER (découpé ou recopié)  
A « POBL VREIZ », BOITE POSTALE 713 - 35 - RENNES

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

SOUSCRIT UN ABONNEMENT ORDINAIRE : 6 F \*  
DE SOUTIEN : A partir de 15 F \*

CI-JOINT LE REGLEMENT PAR Chèque postal \* Mandat-lettre \*  
Chèque bancaire \*  
\* (Rayer la mention inutile)

Les chèques doivent être libellés sous l'intitulé suivant :

POBL VREIZ B. P. 713, 35 - RENNES - C.C.P. Rennes 2746-79